

14 mai 2024

Communiqué

UBS Outlook Suisse

Résilience : comment les entreprises suisses font face aux défis

Face à des bouleversements en série, 85% des 2500 entreprises sondées par UBS accordent une grande importance à la résilience. Près de la moitié des entreprises interrogées pensent qu' un grand choc, par exemple une cyberattaque, représente un fardeau important ou même compromet leur survie. Afin de renforcer leur résilience, elles misent sur la qualification de leur main-d'œuvre.

Zurich, 14 mai 2024 – Les conflits géopolitiques font aujourd'hui les gros titres. Ces dernières années, les entreprises suisses ont été confrontées non seulement à ces insécurités, mais aussi à la pandémie, à des difficultés au niveau des chaînes d'approvisionnement et au risque d'une pénurie d'énergie. Dans ce contexte, l'une des principales préoccupations des entreprises est ce qu'on appelle la « résilience » : la capacité d'une entreprise à gérer les turbulences et à s'adapter à de nouvelles conditions.

40% des entreprises craignent très fortement une cyberattaque

L'économie suisse a démontré sa résilience pendant la pandémie. L'effondrement provoqué pendant cette période par le Covid-19 a été nettement moins important que dans d'autres pays. Cet effet moindre a été favorisé par une politique économique pragmatique, mais aussi par la capacité d'adaptation des entreprises. Dans une enquête d'UBS réalisée en collaboration avec l'institut d'études de marché Intervista, 85% des 2500 entreprises participantes ont déclaré accorder une grande importance à la résilience. Deux tiers des entreprises participantes lui attribuent même la priorité par rapport à des objectifs classiques de l'entreprise, tels que la rentabilité ou la croissance.

Cependant, la moitié des sociétés déclarent aussi qu'un grand choc représente un fardeau important ou même compromet leur survie. La principale menace évoquée est la cybercriminalité. Environ 40% des entreprises interrogées estiment très probable qu'elles soient la cible d'une cyberattaque dans les trois prochaines années. Une pandémie, une pénurie énergétique ou des difficultés au niveau des chaînes d'approvisionnement sont également considérées comme pouvant provoquer des dommages importants. En revanche, les entreprises jugent les nouvelles technologies plus comme une opportunité que comme une potentielle source de dommages importants.

La culture d'entreprise, un facteur décisif

Les mesures de renforcement de la résilience dépendent de la menace immédiate. Les entreprises renforcent leur capacité de résistance aux cyberrisques en investissant dans l'informatique et en formant leurs collaboratrices et collaborateurs. Les mesures d'économie d'énergie sont essentielles pour se protéger de toute pénurie énergétique. Le déplacement vers un site offrant une meilleure sécurité énergétique représente une option pour une entreprise industrielle sur cinq à forte consommation d'énergie et une entreprise sur dix dans l'industrie MEM (machines, équipements électriques et métaux). La mesure la plus mentionnée pour lutter contre les difficultés au niveau des chaînes d'approvisionnement est la diversification des fournisseurs. Les instruments complémentaires comme l'internalisation et l'onshoring ou le nearshoring représentent une option pour un tiers des entreprises de l'industrie MEM.

Alessandro Bee, économiste chez UBS, ajoute : « Outre ces mesures spécifiques, les entreprises interrogées considèrent que la culture d'entreprise est décisive pour la résilience. Des collaboratrices et collaborateurs

qualifiés, ainsi qu'une gestion forte, associés à une culture du dialogue ouverte, renforcent la capacité de résistance ». L'attitude des entreprises à l'égard du rôle de l'Etat est ambivalente. Une nette majorité déclarent que l'Etat devrait seulement définir les conditions cadres. Dans le même temps, environ 40% des entreprises souhaiteraient que l'Etat les soutienne si elles décidaient de se réorienter et 35% d'entre elles comptent sur une aide publique en cas de crise.

L'initiative individuelle de la BNS grâce à la faible inflation

Malgré sa résilience, l'économie suisse ne devrait pas échapper, cette année, à la faiblesse de la zone euro. Cette atonie du commerce extérieur pèse sur l'industrie et sur les investissements. En revanche, la consommation est soutenue par un marché du travail solide. Les économistes d'UBS prévoient une croissance de 1,3% pour 2024 et un retour à la croissance tendancielle de 1,5% pour 2025.

En Suisse, les effets de second tour sont faibles. UBS prévoit donc une inflation de seulement 1,2% pour 2024 et de 1,0% pour 2025. La faible inflation a permis à la Banque nationale suisse (BNS) d'abaisser les taux directeurs dès le mois de mars. Un premier abaissement des taux devrait avoir lieu dans la zone euro en juin et en septembre aux Etats-Unis. Daniel Kalt, économiste en chef d'UBS Suisse, prévoit : « La BNS procédera à deux autres abaissements des taux en juin et en septembre. »

La faible inflation en Suisse permet une politique monétaire plus souple. Cependant, l'inflation durable dans les autres pays industrialisés alimente le risque que d'autres banques centrales maintiennent leurs taux directeurs à un niveau élevé pendant plus longtemps. Cela semble indiquer un affaiblissement du franc suisse à court terme. A moyen terme, le franc devrait cependant avoir tendance à se renforcer avec les premiers abaissements de taux aux Etats-Unis. UBS prévoit, dans douze mois, un cours de 0,87 pour USDCHF et un cours de 0.97 pour EURCHF.

Lien

www.ubs.com/outlook-ch-fr (UBS Outlook Suisse et les prévisions pour la Suisse)

UBS Switzerland AG

Contacts

Daniel Kalt, économiste en chef d'UBS Suisse
+41-44-234 25 60 , daniel.kalt@ubs.com

Alessandro Bee, économiste, Chief Investment Office d'UBS GWM
+41-44-234 88 71, alessandro.bee@ubs.com

Maxime Botteron, économiste, Chief Investment Office d'UBS GWM
+41-44-236 87 77, maxime.botteron@ubs.com

Florian Germanier, économiste, Chief Investment Office d'UBS GWM
+41-44-235 19 12, florian.germanier@ubs.com

www.ubs.com/media